

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Créteil, le 14 mai 2020

La Fédération Générale des PEP demande au Gouvernement des mesures fortes sur l'accès aux vacances des familles, des enfants et des jeunes

Le plan Tourisme annoncé aujourd'hui 14 mai dans le cadre du Comité Interministériel du Tourisme présidé par le Premier ministre, contient des mesures économiques importantes pour le secteur du tourisme, fortement impacté par la crise liée au contexte sanitaire. Le renforcement et la réorientation du Fonds Tourisme Social Investissement permettront en effet de soutenir tous les opérateurs du secteur, notamment les acteurs non-lucratifs, quelle que soit leur taille, tant au niveau des fonds propres que du patrimoine.

Toutefois, contrairement aux engagements du Gouvernement lors de la phase de consultation à laquelle la FG PEP a contribué, ce plan tourisme ne comprend pas de mesures de soutien au départ en vacances des Français, des familles, des enfants et des jeunes.

L'accès de tous aux vacances revêt cette année, encore plus fortement que les autres années, des enjeux éducatifs, sociaux et santé cruciaux.

De nombreuses familles vont sortir de ces semaines de confinement avec des fêlures, affectives, psychologiques, des traumatismes aggravés par une situation de la famille dégradée financièrement, socialement. Les familles auront besoin de vivre des temps de répit, de vacances dans un contexte apaisé, de détente, permettant de retisser des liens intrafamiliaux qui auront pu être malmenés par le confinement. Les enfants et les jeunes auront besoin de se retrouver dans un cadre éducatif, ludique et bienveillant pour renouer avec la vie collective, retrouver goût à la vie avec les autres, puiser en eux ces ressources qui construiront leur confiance en eux, en l'avenir, dans le retour à une espérance dans la réussite de leurs parcours avec leurs semblables...

Pour les vulnérables, enfants et jeunes suivis par l'Aide sociale à l'enfance, personnes en situation de handicap, aidants... ces besoins seront essentiels cet été.

Le réseau PEP s'est mobilisé, à la demande des différents cabinets ministériels, pour construire dans l'urgence une offre de séjours répondant aux contraintes du contexte sanitaire. Ces contraintes génèrent des surcoûts (formation aux gestes barrières, taux d'occupation, transports, taux d'encadrement...) qui ne peuvent être laissés à la charge des organisateurs ni à celle des familles, déjà lourdement impactées par la crise.

En 2018, la FG PEP avait proposé, dans le cadre d'une mission par le Haut Conseil à la Famille et l'Age (HCFEA) sur les vacances des enfants et des jeunes, la création d'un PASS Colo universel répondant à la fois à un objectif de réduction des inégalités financières et à un enjeu de mixité sociale formatrice pour tous.

Cette proposition est aujourd'hui intégrée aux propositions de l'UNAT et de la JPA dont la FG PEP est membre et qu'elle soutient :

- relance des classes de découverte :
- renforcement du Chèque-Vacances et harmonisation des critères pour permettre à plus de Français d'y accéder, dont notamment les salariés des PME et TPE ;
- Maintien à l'identique des dotations versées au CSE/CE pour 2020 et 2021
- Amplification du dispositif « Séniors en Vacances » porté par l'ANCV
- Soutien massif au départ en vacances des personnes en situation de handicap

Le défi, c'est qu'aucun enfant ou adulte ne soit privé de vacances cet été 2020. Les PEP s'engagent sur l'ensemble du territoire pour organiser des accueils sécurisés, renouvelés, avec un reste à charge le plus faible possible pour les familles les moins favorisées et offrir aux enfants une sortie de crise joyeuse.

C'est un enjeu d'égalité, à inscrire dans la préparation de l'avenir.

A propos de la Fédération Générale des PEP :

100 ans d'expérience au service d'une société inclusive et solidaire.

Les PEP (pupilles de l'enseignement public) ce sont **123** associations de proximité présentes dans toute la France agissant au quotidien pour une société inclusive et solidaire. Depuis **100 ans**, elles garantissent l'accès de tous aux droits communs : droit à l'éducation, à la culture, aux loisirs, aux soins et à la vie sociale.

Fondées sur les valeurs de Laïcité, Solidarité et Egalité, les PEP interviennent dans les domaines de l'éducation, des loisirs, du social et du médico-social. Fortes de plus de 1200 établissements, services et dispositifs, 24 500 salariés et 8000 bénévoles, les PEP accompagnent chaque année 1 300 000 enfants, adolescents, adultes (dont 90 000 en situation de handicap) et leurs familles.